

Communiqué

Le 25 août 1995

N° 149

NOMINATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui la nomination à temps partiel de quatre nouveaux membres au conseil d'administration du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.

M^{me} Maureen O'Neil, l'honorable Jean-Pierre Saintonge, l'honorable Iona Campagnolo, ainsi que M. Stanley Wood deviennent ainsi membres du conseil d'administration du Centre, dont le siège se trouve à Montréal. Le Centre œuvre notamment pour l'avancement des droits et libertés de la personne dans le monde par la promotion des institutions et des processus démocratiques.

M^{me} O'Neil travaille actuellement à l'Institut sur la gouvernance. Elle a été présidente de l'Institut Nord-Sud, sous-ministre des Affaires civiques de l'Ontario, secrétaire générale de la Commission canadienne des droits de la personne et coordonnatrice du Bureau sur le statut de la femme. Elle siège au conseil des gouverneurs de l'Université Carleton et est membre du conseil d'administration de l'Institute for Women, Law and Development de Washington et de l'United Nations Research Institute for Social Research. M^{me} O'Neil est également membre du conseil consultatif de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton et du Overseas Development Council de Washington.

L'honorable Jean-Pierre Saintonge a été président de l'Assemblée nationale du Québec et député de Laprairie, puis de La Pinière. Ex-président de l'Assemblée Internationale des parlementaires de langue française, il a été président de la Fondation Jean-Charles Bonenfant.

L'honorable Iona Campagnolo est actuellement présidente honoraire de l'University of North British Columbia. Au cours de sa brillante carrière publique, elle a été députée de la circonscription de Skeena, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, secrétaire d'État à la Condition physique et au Sport amateur, en plus d'avoir été la première femme élue à la présidence du Parti libéral du Canada.



M^{me} Campagnolo a travaillé pour le Service universitaire canadien outre-mer en Thaïlande, en Jamaïque et dans plusieurs pays d'Afrique. Elle a été observatrice pour OXFAM durant les élections ouvrant la voie à l'indépendance de la Namibie et durant les premières élections non raciales d'Afrique du Sud. En 1990, elle a participé à l'enquête du Comité Interchurch sur les droits de la personne en Amérique latine, visant à établir les faits entourant les violations des droits de la personne au Pérou.

M. Stanley Wood a œuvré dix-sept ans à l'intérieur de la Commission des droits de la personne du Manitoba. Avant cela, il a fait partie d'un groupe de travail du ministère de l'Éducation du Manitoba chargé d'élaborer des programmes d'enseignement destinés aux autochtones, et a travaillé dans divers autres ministères provinciaux, où il a mis au point des services et des politiques touchant les autochtones.

Le Centre, qui est indépendant, a été créé par une loi adoptée par le Parlement en 1988. Il fournit aux personnes et aux organisations de pays étrangers des services de formation, de conseils et de recherche visant à promouvoir le respect des droits de la personne et la participation de tous les citoyens au processus démocratique. Dix des treize membres du conseil d'administration du Centre sont nommés par le gouvernement du Canada. Trois ressortissants de pays en développement sont nommés par le Conseil lui-même.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
(613) 995-1874